

**No. 28419**

---

**FRANCE  
and  
SYRIAN ARAB REPUBLIC**

**Agreement concerning air transport (with annex). Signed at  
Damascus on 7 April 1966**

*Authentic texts: French and Arabic.*

*Registered by France on 14 October 1991.*

---

**FRANCE  
et  
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

**Accord relatif aux transports aériens (avec annexe). Signé à  
Damas le 7 avril 1966**

*Textes authentiques : français et arabe.*

*Enregistré par la France le 14 octobre 1991.*

## ACCORD<sup>1</sup> RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Le Gouvernement de la République Française  
et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne,  
dorénavant désignés par l'expression "Les Parties Contractantes";

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre la République Arabe Syrienne et la République Française et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine;

Soucieux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944<sup>2</sup>;

Sont convenus de ce qui suit :

### TITRE I

#### DEFINITIONS

#### ARTICLE I

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe :

- a - Le mot "territoire" s'entend tel qu'il est défini à l'article 2 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.
- b - L'expression "Autorités Aéronautiques" signifie, en ce qui concerne la République Française, le Secrétariat Général à l'Aviation Civile, et, en ce qui concerne la République Arabe Syrienne la Direction Générale de l'Aviation Civile, ou, dans les deux cas, toute personne

<sup>1</sup> Entré en vigueur à titre provisoire le 7 avril 1966, date de la signature, et à titre définitif le 9 janvier 1967, date de la dernière des notifications (des 7 mai 1966 et 9 janvier 1967) par lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles, conformément à l'article 21.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 15, p. 295. Pour les textes des Protocoles amendant cette Convention, voir vol. 320, p. 209 et 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, et vol. 1175, p. 297.

ou tout organisme qui serait habilité par les Parties Contractantes à assurer les fonctions actuellement exercées par eux.

- c - L'expression "service agréé" signifie tout service aérien régulier exploité sur les routes décrites à l'Annexe au présent Accord.
- d - L'expression "entreprise désignée" signifie toute entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes aura désignée par notification écrite à l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services agréés.

## TITRE II

### DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 2

- 1 - En vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'Annexe ci-jointe, les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent Accord.
- 2 - Pour permettre à leurs entreprises aériennes désignées d'exploiter leurs services aériens réguliers internationaux autres que ceux qui sont énumérés à l'Annexe, elles s'accordent également l'une à l'autre :
  - a) Le droit de survoler leur territoire sans y atterrir
  - b) Le droit d'y effectuer des escales non commerciales.

#### ARTICLE 3

- 1 - Les aéronefs utilisés en trafic international par les entreprises de transport aérien désignées d'une Partie Contractante, ainsi que leurs équipements normaux, leurs réserves de carburants et lubrifiants, leurs provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs)

seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits ou taxes similaires, à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.

- 2 - Seront également exonérés de ces mêmes droits et taxes, à l'exception des redevances ou taxes représentatives de services rendus :
  - a) - Les provisions de bord prises sur le territoire d'une Partie Contractante dans les limites fixées par les Autorités de ladite Partie Contractante et embarquées sur les aéronefs assurant un service international, par les entreprises de transport aérien désignées par l'une des Parties Contractantes pour l'exploitation des services agréés.
  - b) - Les pièces de rechange importées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés à la navigation internationale des entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante;
  - c) - Les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités en trafic international par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante, même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués.
- 3 - Les équipements normaux de bord, ainsi que les matériels et approvisionnements se trouvant à bord des aéronefs exploités en trafic international d'une Partie Contractante ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie Contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ce territoire. En ce cas, ils pourront être placés sous la surveillance

desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'ils aient fait l'objet d'une déclaration de douane.

ARTICLE 4 -

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'Annexe ci-jointe.

Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude/et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

ARTICLE 5 -

- a) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.
- b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et aux mesures découlant des règlements sanitaires.

ARTICLE 6 -

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre Partie Contractante ou de nationaux de cette dernière, ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 5 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

ARTICLE 7 -

Chaque Partie Contractante, pourra à tout moment, demander une consultation entre les Autorités compétentes des deux Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord.

Cette consultation commencera au plus tard dans les 60 (soixante) jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet Accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

ARTICLE 8 -

L'Annexe au présent Accord fait partie intégrante du dit Accord.

Toutefois, les modifications à l'Annexe pourront s'effectuer par entente directe entre les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes et entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes diplomatiques.

ARTICLE 9 -

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénon-

cer le présent Accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze jours (15) après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 10 -

- 1 - Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 7, soit entre les Autorités Aéronautiques, soit entre les Gouvernements des Parties Contractantes, il sera soumis, sur demande d'une des Parties Contractantes à un tribunal arbitral.
- 2) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre; ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme Président.

Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si, dans le cours du mois suivant, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un Président, chaque Partie Contractante pourra demander au Président du Conseil de l'O.A.C.I. de procéder aux désignations nécessaires.
- 3) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractan-

tes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

- 4) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance, ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.
- 5) Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.
- 6) Chaque Partie Contractante prendra à sa charge la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du Président désigné.

#### ARTICLE 11

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer à l'autre Partie Contractante le libre transfert, au taux officiel, des excédents de recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire à raison des transports de passagers, de bagages, d'envois postaux et de marchandises, effectués par la ou les entreprises désignées de l'autre Partie Contractante.

Dans l'hypothèse où le service des paiements entre les Parties Contractantes serait réglé par un accord spécial, celui-ci sera appliqué.

#### ARTICLE 12 -

Les taxes et autres redevances relatives à l'utilisation des aéroports, de leurs installations et des équipements techniques sur le territoire de chaque Partie Contractante ne devront pas excéder le montant



de celles qui sont acquittées par les entreprises nationales à l'occasion de leurs services internationaux.

### TITRE III

#### SERVICES AGREES

#### ARTICLE 13 -

Le Gouvernement de la République Française accorde au Gouvernement de la République Arabe Syrienne et, réciproquement, le Gouvernement de la République Arabe Syrienne accorde au Gouvernement de la République Française, le droit de faire exploiter, par une ou plusieurs entreprises aériennes désignées, les services aériens spécifiés aux Tableaux des routes figurant à l'Annexe du présent Accord.

#### ARTICLE 14 -

- a) Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que :
  - 1°) La Partie Contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour exploiter la ou les routes spécifiées;
  - 2°) La Partie Contractante qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe b ci-dessous, à l'entreprise ou aux entreprises intéressées, l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'article 6 du présent Accord.
- b) Les entreprises désignées pourront être appelées à fournir aux Autorités Aéronautiques de la Partie Contractante qui concède les droits la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux

exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces Autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

ARTICLE 15 -

La ou les entreprises aériennes désignées par le Gouvernement de la République Française conformément au présent Accord bénéficieront du droit de transporter en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises, entre le territoire syrien et les escales, situées en territoire français et en pays tiers, sur les routes énumérées à l'Annexe ci-jointe.

La ou les entreprises aériennes désignées par le Gouvernement de la République Arabe Syrienne conformément au présent Accord bénéficieront du droit de transporter en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises, entre le territoire français métropolitain et les escales, situées en territoire syrien et en pays tiers, sur les routes énumérées à l'Annexe ci-jointe.

ARTICLE 16 -

Sur chacune des routes figurant à l'Annexe au présent Accord, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en œuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la Partie Contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant lesdits services.

La ou les entreprises désignées par l'une des Parties Contractantes pourront satisfaire, dans la limite de la capacité globale prévue au 1er alinéa du présent article, aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes convenues et le terri-

toire de l'autre Partie Contractante, compte tenu des services locaux et régionaux.

Une capacité additionnelle pourra accessoirement être mise en oeuvre, en sus de celle visée au 1er alinéa du présent article, chaque fois que le justifieront les besoins de trafic des pays desservis par la route.

ARTICLE 17 -

- 1 - Pour l'application du présent Accord, le terme "tarif" s'entend des prix à acquitter pour le transport des passagers ou des marchandises (y compris toute redevance pour le transport du courrier) ainsi que des conditions de leur application et, là où les prix à acquitter pour le transport des passagers et des marchandises sont fixés par la procédure de l'Association Internationale du Transport Aérien, ce terme inclut les résolutions appropriées mises en vigueur à l'occasion par ladite Association.
- 2 - La fixation des tarifs devra être faite à des taux raisonnables, compte tenu de tous les éléments d'appréciation, notamment de l'économie de l'exploitation, d'un bénéfice normal, des caractéristiques de chaque service (y compris les conditions de vitesse et de confort) ainsi que des tarifs pratiqués par les autres entreprises sur les routes spécifiées ou des sections de celles-ci.
- 3 - Les tarifs à appliquer par l'une quelconque des entreprises désignées conformément au présent Accord en ce qui concerne le trafic entre les territoires des deux Parties Contractantes ou entre le territoire d'un pays tiers et celui de l'une des Parties Contractantes seront déterminés comme suit, sous réserve de l'accord des deux Parties Contractantes :
  - a) conformément aux recommandations de l'Association du Transport Aérien International (IATA) ou de toute autre organisation qui lui succéderait et dont les entreprises des deux Parties Contractantes seraient membres.

- b) par entente directe entre les entreprises agréées des deux Parties Contractantes au cas où ces entreprises ne seraient pas membres de l'IATA ou d'une organisation similaire ou encore à défaut d'une recommandation de cette organisation prévue au paragraphe a) ci-dessus. Il reste néanmoins entendu que si l'une ou l'autre des Parties Contractantes n'a pas désigné une entreprise pour l'exploitation d'une quelconque des routes spécifiées ni fixé les tarifs concernant cette route conformément au paragraphe a) ci-dessus, la ou les entreprises désignées par l'autre Partie Contractante pour exploiter cette route pourront alors déterminer elles-mêmes leurs tarifs.
- 4 - Les Tarifs ainsi établis devront être soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes et prendront effet quarante cinq (45) jours après leur communication aux dites Autorités sous réserve que celles-ci n'aient pas notifié au préalable leur désapprobation.
- 5 - Au cas où les entreprises désignées ne pourraient se mettre d'accord, (comme il est spécifié au paragraphe b- ci-dessus du présent article, sur la fixation de tarifs), les Parties Contractantes elles-mêmes s'efforceront d'aboutir à un règlement satisfaisant et d'y donner effet. En dernier ressort, il serait fait recours à l'arbitrage prévu à l'Article 10 du présent Accord.
- 6 - La Partie Contractante qui aura fait connaître son désaccord aura le droit d'exiger de l'autre Partie Contractante le maintien des tarifs préalablement en vigueur en attendant que la sentence arbitrale ait été rendue ou que des mesures provisoires aient été édictées conformément aux dispositions de l'Article 10 du présent Accord.

ARTICLE 18 -

- A) Des vols non réguliers en provenance ou à destination des territoires des Parties Contractantes pourront être effectués par une entreprise d'une Partie Contractante après autorisation spéciale des Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante.
- B) Les demandes d'autorisations de cette entreprise devront parvenir directement aux Autorités Aéronautiques intéressées avec un préavis minimum de 15 jours avant le vol de l'aéronef, non compris les samedis, dimanches et jours fériés, sauf dérogations qui pourront être demandées pour des cas exceptionnels.
- C) La réalisation de ces vols non réguliers sera de toute manière subordonnée au respect des normes internationales applicables aux vols affrétés. L'agrément des Autorités Aéronautiques portera également sur les tarifs pratiqués.
- D) Les demandes de survol ou d'escale technique relatives à des vols non réguliers seront examinées par chaque Partie Contractante dans l'esprit le plus favorable.

ARTICLE 19 -

Les entreprises de transport aérien désignées par chaque Partie Contractante devront communiquer aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, au moins 15 jours avant l'ouverture des services sur les routes spécifiées conformément à l'article 13 du présent Accord, les types d'aéronefs à utiliser et le programme des vols.

ARTICLE 20 -

Le présent Accord et son Annexe seront communiqués aux fins d'enregistrement, à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

DISPOSITION FINALEARTICLE 21 -

Le présent Accord sera provisoirement appliqué à la date de sa signature, et entrera définitivement en vigueur aussitôt que les Parties Contractantes se seront mutuellement notifiées l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

Fait à DAMAS le 7 Avril 1966, en langues française et arabe, chacun des textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

Le Conseiller des Affaires Etrangères,  
Président de la Délégation Française,

[Signé]

LOUIS DOLLOT

Pour le Gouvernement  
de la République Arabe Syrienne :

Le Directeur Général de l'Aviation Civile,  
Président de la Délégation Syrienne,

[Signé]

NAHED EL KHANI

## ANNEXE

A - ROUTES FRANÇAISESRoute N° 1de FRANCE

via : un point en Allemagne Fédérale - un point en Autriche - un point en Italie - un point en Grèce - un point en Yougoslavie - un point en Turquie - un point au Liban

vers un point en Syrie

et au-delà vers un point en Jordanie - un point en Irak<sup>+</sup> - Koweït<sup>+</sup> - un point en Iran

dans les deux sens

+ La ou les entreprises désignées par le Gouvernement de la République Française ne bénéficieront, entre la Syrie d'une part, l'Irak et Koweït d'autre part, dans les deux sens, que des seuls droits de "stop over". La durée du "stop over" n'excédera pas 21 (vingt et un) jours.

Route N° 2de FRANCE

via : un point en Allemagne Fédérale - un point en Autriche - un point en Italie - un point en Grèce - un point en Turquie

vers un point en Syrie

et au-delà vers un point en Iran - un point au Pakistan - un point en Inde - un point à Ceylan - un point en Birmanie - un point au Cambodge - un point au Laos - un point au Vietnam - Hong Kong - un point en République Populaire de Chine - un point aux Philippines - un point au Japon

et au-delà, dans les deux sens

**B - ROUTES SYRIENNES****Route N° 1****de SYRIE**

via : un point à Chypre - un point en Turquie -  
un point en Grèce<sup>+(1)</sup> - un point en Italie - un  
point en Autriche - un point en Allemagne Fédé-  
rale<sup>+(2)</sup> - un point en Suisse

**vers un point en France**

et au-delà vers un point au Royaume-Uni -  
Copenhague et/ ou Stockholm

dans les deux sens

+(1) - La ou les entreprises désignées par le  
Gouvernement de la République Arabe Syrienne ne  
bénéficieront entre la Grèce et la France, dans  
les deux sens, que des seuls droits de "stop  
over". La durée du "stop over" n'excédera pas  
21 (vingt et un) jours.

+(2) - Le Gouvernement de la République Française  
usera de ses bons offices auprès du Gouvernement  
de la République Fédérale d'Allemagne en vue de  
permettre à l'entreprise désignée par le Gouver-  
nement de la République Arabe Syrienne l'exercice  
des droits entre les territoires de l'Allemagne  
Fédérale et de la France, le Gouvernement fran-  
çais concédant les dits droits pour ce qui le  
concerne.

**Route N° 2****de SYRIE**

via : un point en Turquie - un point en Grèce -  
un point en Yougoslavie - un point en Bulgarie -  
un point en Hongrie - un point en Autriche -  
un point en Tchécoslovaquie

**vers un point en France**

et au-delà vers un point au Royaume-Uni -  
Copenhague et/ ou Stockholm

dans les deux sens



[NOTE:

Un ou plusieurs des points intermédiaires et au-delà des routes ci-dessus pourront ne pas être desservis, au gré des entreprises désignées qui les exploitent.]<sup>1</sup>

---

---

<sup>1</sup> Le paragraphe entre crochets ne figure pas dans le texte authentique arabe (Renseignement fourni par le Gouvernement français).

ب - الطرق السوريةطريق رقم ١من سورية

- عبر : نقطة في قبرص - نقطة في تركيا - نقطة في اليونان + (١)  
 نقطة في إيطاليا - نقطة في النمسا - نقطة في ألمانيا الاتحادية + (٢)  
 نقطة في سويسرا .

نحو نقطة في فرنسا

وما وراءها نقطة في المملكة المتحدة - كوينهاغن و / أو ستوكهولم  
 في كلا الاتجاهين .

- + (١) - لن تتمتع المؤسسة او المؤسسات المعنية من قبل حكومة  
 الجمهورية العربية السورية ما بين اليونان وفرنسا وفي كلا الاتجاهين سوى  
 بحق التوقف للركاب فقط . ان مدة توقف الركاب لن تزيد على واحد  
 وعشرين ( ٢١ ) يوما .

- + (٢) - ستبذل حكومة الجمهورية الفرنسية ساعيها الحميدة لدى  
 حكومة جمهورية ألمانيا الاتحادية بغية تكين المؤسسة المعنية من قبل حكومة  
 الجمهورية العربية السورية من ممارسة الحقوق ما بين اقليم ألمانيا  
 الاتحادية واقليم فرنسا ، علما بأن الحكومة الفرنسية قد منحت هذه  
 الحقوق فيما يخصها .

طريق رقم ٢من سورية

- عبر : نقطة في تركيا - نقطة في اليونان - نقطة في يوغسلافيا -  
 نقطة في بلغاريا - نقطة في هنغاريا - نقطة في النمسا - نقطة  
 في تشيكوسلوفاكيا .

نحو نقطة في فرنسا

وما وراءها نحو نقطة في المملكة المتحدة - كوينهاغن و / أو ستوكهولم .

ملحق

٢ - الطرق الفرنسية :

طريق رقم ١

من فرنسا

عبر : نقطة في ألمانيا الاتحادية - نقطة في النمسا -  
نقطة في إيطاليا - نقطة في اليونان - نقطة في بوسلانيا -  
نقطة في تركيا - نقطة في لبنان .

نحو نقطة في سورية

وما وراءها نحو نقطة في الأردن - نقطة في العراق\* - الكويت\* -  
نقطة في إيران .  
في كلا الاتجاهين .

\* لن تتمتع المؤسسة او المؤسسات المعنية من قبل حكومة الجمهورية  
الفرنسية ما بين سورية من جهة والعراق والكويت من جهة اخرى  
وفي كلا الاتجاهين ، سوى بحق التوقف للركاب فقط . ان مدة  
توقف الركاب لن تزيد على واحد وعشرين ( ٢١ ) يوما .

طريق رقم ٢

من فرنسا

عبر : نقطة في ألمانيا الاتحادية - نقطة في النمسا - نقطة في  
إيطاليا - نقطة في اليونان - نقطة في تركيا -

نحو نقطة في سورية

وما وراءها نحو نقطة في إيران - نقطة في باكستان - نقطة في الهند  
نقطة في سيلان - نقطة في بورما - نقطة في كمبوديا - نقطة  
في لاوس - نقطة في فيتنام - هونغ كونغ - نقطة في جمهورية  
الشعبية - نقطة في الفلبين - نقطة في اليابان .  
وما وراءها في كلا الاتجاهين .

المادة التاسعة عشرة :

على مؤسسات النقل الجوي المعنية من قبل كل فريق متعاقد أن تبلغ سلطات الطيران لدى الفريق المتعاقد الآخر ، قبل خمسة عشر يوما على الأقل من افتتاح الخطوط على الطرق المحددة طبقا للمادة الثالثة عشرة من هذا الاتفاق ، طرازات الطائرات التي ستستعمل وبرنامج الرحلات .

المادة العشرون :

يبلغ هذا الاتفاق وملحقه الى منظمة الطيران المدني الدولية بغية التسجيل .

حکم ختاميالمادة الواحد والعشرون :

يطبق هذا الاتفاق بصورة مؤقتة اعتبارا من تاريخ توقيعه ويصبح نافذا نهائيا حالما يبلغ الفريقان المتعاقدان بعضهما البعض عن اكمال الاجراءات الدستورية الخاصة بكل منهما .

حرر في دمشق في ٧ نيسان ١٩٦٦ باللغتين الفرنسية والعربية  
وكل الاصلان له نفس النفعول

عن حكومة الجمهورية الفرنسية  
مستشار الشؤون الخارجية ورئيس  
الوفد الفرنسي



لويس دولوكو

عن حكومة الجمهورية العربية السورية  
المدبر العام للطيران المدني ، رئيس  
الوفد السوري



ناصر الخازري

اليها في الفقرة أ اعلاه . غير انه من المتفاهم عليه بأنه اذا لم يتم احد الفريقين المتعاقدين بتعيين مؤسسة للاستمرارى من الطرق المحددة ولم يحدد التعريفات المتعلقة بهذا الطرق طبقا للفقرة أ اعلاه فان المؤسسة او المؤسسات المعنية من قبل الفريق المتعاقد الاخر لاستمرار هذا الطريق تستطيع ان تحدد بنفسها تعريفاتها .

- ٤- يجب ان تعرض التعريفات الموضحة بهذا الشكل على تصديق سلطات الطيران لدى الفريقين المتعاقدين وتصبح نافذة بعد خمس واربعين ( ٤٥ ) يوما من ابرازها الى السلطات المذكورة شريطة ان لا تكون هذه قد اعلنت عن عدم موافقتها تبلا .
- ٥- اذا لم تتمكن المؤسسات المعنية من الاتفاق ، كما هو محدد في الفقرة ب اعلاه من هذه المادة حول تحديد التعريفات ) فان الفريقين المتعاقدين نفسهما يجتهدان في الوصول الى تسوية مرضية ووضعا موضع التنفيذ وكحل اخير يجرى اللجوء الى التحكيم المنصوص عنه في المادة العاشرة من هذا الاتفاق .
- ٦- ان الفريق المتعاقد الذى اعلم عن عدم موافقته له الحق ان يطلب من الفريق المتعاقد الاخر التمسك بالعرفات السارية المفعول سابقا بانتظار صدور قرار التحكيم او صدور تدابير مؤقتة طبقا لاحكام المادة السادسة عشرة من هذا الاتفاق .

#### المادة الثامنة عشرة

- أ - يمكن اجراء رحلات غير نظامية قادمة من اقليمي الفريقين المتعاقدين او قادمة اليهما من قبل مؤسسة تابعة لاحد الفريقين المتعاقدين بعد منح ترخيص خاص من قبل سلطات الطيران لدى الفريق المتعاقد الاخر .
- ب - يجب ان تأتي طلبات الترخيص لهذه المؤسسة مباشرة الى سلطات الطيران المعنية قبل خمسة عشر يوما على الاقل من بدء رحلة المركبة الهوائية ولا يدخل في حساب ذلك ايام السبت والاحد وايام العطل ويستثنى من ذلك الحالات الخاصة .
- ج - وان القيام بهذه الرحلات غير النظامية يكون على كل حال خاضعا للتقيد بالاصول الدولية المطبقة على الرحلات المؤجرة ، وتسرى موافقة سلطات الطيران على التعريفات المطبقة كذلك .
- د - ان طلبات التحليق او الهبوط الفني للرحلات غير النظامية تدرس من قبل كل من الفريقين المتعاقدين بروح مواتية .

المادة السادسة عشرة :

يكون الهدف الرئيسي للخطوط المتفق عليها على كل من الطرق المدرجة في ملحق هذا الاتفاق ان توفى ضمن عامل استخدام معقول ، طاقة نقل تتناسب مع الحاجات المادية والسكن توقعها بشكل معقول للنقل الجوي الدولي من اوائى اقليم الفريق المتعاقد الذى عين المؤسسة التي تستثمر الخطوط المذكورة .

يجوز للمؤسسة او المؤسسات المعنية من قبل احد الفريقين المتعاقدين ان تلبى ، في حدود الطاقة الاجمالية الملحوظة في الفقرة الاولى من هذه المادة ، حاجات النقل بين اقاليم بلاد اخرى واتعة على الطرق المتفق عليها وبين اقليم الفريق المتعاقد الاخر مع اخذ الخطوط المحلية والاقليمية بعين الاعتبار .

يجوز تشغيل طاقة اضافية زيادة على الطاقة الملحوظة في الفقرة الاولى من هذه المادة كلما يبرر ذلك حاجيات نقل البلدان التي يربها الطريق .

المادة السابعة عشرة :

١- في تطبيق هذا الاتفاق يقصد بكلمة ( تعرفه ) الاسعار التي يجب تقاضيها لنقل الركاب والبضائع ( بما فيها اجور نقل البريد ) وكذلك شروط تطبيقها وحيثما توجد اسعار لنقل ركاب وبضائع قد حددت من قبل اتحاد النقل الجوي الدولي فان هذه الكلمة تتضمن القرارات المختصة والموضومة موضع التنفيذ آتخذ من قبل الاتحاد المذكور .

٢- يتم تحديد التعريفات في مستويات معقولة على ان تراعى بصورة خاصة اقتصاديات الاستثمار وسميزات كل خط ( بما في ذلك شروط السرعة والرفاه ) وكذلك التعريفات المطبقة من قبل المؤسسات الاخرى على الطرق المحددة او على قطاعات منها .

٣- ان التعريفات التي يجب تطبيقها من قبل اية من المؤسسات المعنية طبقا لهذا الاتفاق فيما يتعلق بحركة النقل ما بين اقليمي الفريقين المتعاقدين او بين اقليم بلد ثالث واقليم احد الفريقين المتعاقدين نحدد كما يلي ، شريطة اتفاق الفريقين المتعاقدين :

- أ - طبقا لتوصيات اتحاد النقل الجوي الدولي ( اياتا ) اواية منظمة اخرى قد تخلفها وتكون مؤسسات كلا الفريقين المتعاقدين اعضاء فيها
- ب - بالتفاهم المباشر بين المؤسسات المقبولة للفريقين المتعاقدين عندما لا تكون هذه المؤسسات اعضاء في ( اياتا ) او في منظمة مشابهة او عند عدم وجود توصية من هذه المنظمة - هذه التوصية المشار

### الباب الثالث - الخطوط المتفق عليها

#### المادة الثالثة عشرة :

تمنح حكومة الجمهورية الفرنسية حكومة الجمهورية العربية السورية وكذلك على سبيل المعاملة بالمثل تمنح حكومة الجمهورية العربية السورية حكومة الجمهورية الفرنسية الحق في ان تجعل مؤسسة او عدة مؤسسات جوية معينة تستثمر الخطوط المتفق عليها والدرجة في لائحة الطرق البينة في ملحق هذا الاتفاق .

#### المادة الرابعة عشرة :

- أ - يمكن استثمار الخطوط المتفق عليها اما فرأ او في تاريخ لاحق وذلك حسب رغبة الفريق المتعاقد الذي منحت له الحقوق شريطة أن :
- ١ - يكون الفريق المتعاقد الذي منحت له الحقوق قد عين مؤسسة او عدة مؤسسات نقل جوى لاستثمار الطريق او الطرق المحددة .
  - ٢ - يكون الفريق المتعاقد الذي منح الحقوق قد اعطى ، ضمن الشروط الواردة في الفقرة ب ادناه ، المؤسسة او المؤسسات المعنية ترخيص الاستثمار المطلوب الذي يجب ان يمنح في اقصر مهلة ممكنة مع اعتبار احكام المادة السادسة من هذا الاتفاق .
- ب - يتوجب على المؤسسات المعنية ان تقدم عند الاقتضا الى سلطات الطيران لدى الفريق المتعاقد الذي يمنح الحقوق ، الدليل على انها قادرة على تلبية المتطلبات المفروضة في القوانين والانظمة والمطبقة بصورة طبيعية من قبل هذه السلطات على تشغيل مؤسسات النقل الجوى التجارية .

#### المادة الخامسة عشرة :

تتمتع المؤسسة او المؤسسات الجوية المعنية من قبل حكومة الجمهورية الفرنسية طبقا لهذا الاتفاق ما بين الاقليم السوري والمحطات الواقعة في الاقليم الفرنسي وفي البلدان الاخرى على الطرق المدرجة في الملحق المرفق ، بحق اخذ وانزال ما يشمل النقل الجوى الدولي من ركاب وبرد وضايع .

تتمتع المؤسسة او المؤسسات الجوية المعنية من قبل حكومة الجمهورية العربية السورية طبقا لهذا الاتفاق ، ما بين الاقليم الفرنسي الاورسي والمحطات الواقعة في الاقليم السوري وفي البلدان الاخرى ، على الطرق المدرجة في الملحق المرفق بحق اخذ وانزال ما يشمل النقل الجوى الدولي من ركاب وبرد وضايع .

- ٢- تؤلف هذه الهيئة التحكيمية من ثلاثة اعضاء يعين كل من الحكومتين حكماً ويتفق هذان الحكمان على تعيين احد رعايا دولة ناشئة كرئيس .
- اذا لم يعين هذان الحكمان في مدى شهرين اعتباراً من اليوم الذي اقترحت فيه احدى الحكومتين الحل التحكيمي للخلاف او اذا لم يتفق هذان الحكمان في غضون الشهر التالي على تعيين رئيس ، يمكن لاي من الفريقين المتعاقدين ان يطلب الى رئيس مجلس منظمة الطيران المدني الدولية اجراء التعيينات اللازمة .
- ٣- اذا لم تتمكن الهيئة التحكيمية من حل الخلاف حياً فانها تصدر قرارها بأكثرية الاصوات . كما انها تقوم بنفسها بوضع مبادئ اجراءاتها وتحدد مكان انعقادها ما لم يقرر الفريقان المتعاقدان خلاف ذلك .
- ٤- يتعهد الفريقان المتعاقدان بالتقيد بالتدابير المؤقتة التي يمكن ان تتخذ أثناء الانعقاد وكذلك بالقرار التحكيمي الذي يعتبر في جميع الاحوال قراراً نهائياً .
- ٥- اذا لم يتقيد احد الفريقين المتعاقدين بقرارات المحكمين فان الفريق المتعاقد الاخر يستطيع طيلة دوام هذا التنوع ان يحدد او يوقف او ينقص الحقوق أو الميزات التي منحها بموجب هذا الاتفاق الى الفريق المتعاقد المخالف .
- ٦- يتحمل كل من الفريقين المتعاقدين تعويضات عمل حكمه ونصف تعويضات الرئيس المعين .

#### المادة الحادية عشرة :

يتعهد كل فريق متعاقد ان يؤمن للفريق المتعاقد الاخر التحويل الحر وبالسعر الرسمي ما حقق في اقليمه من الفائض من النفقات من جراء نقل الركاب والامتعة والبريد والبضائع من قبل المؤسسات المعنية التابعة للفريق المتعاقد الاخر .

في حال تنظيم المدفوعات ما بين الفريقين المتعاقدين باتفاق خاص ، يطبق هذا الاتفاق الخاص .

#### المادة الثانية عشرة :

ان الرسم وغيرها من الضرائب المتعلقة باستعمال المطارات وبنائها وتجهيزاتها الفنية في اقليم كل من الفريقين المتعاقدين يجب ان لا تزيد عن التي تدفعها المؤسسات الوطنية في خطوطها الدولية .



لم تنفيذ هذه المؤسسة بالقوانين والانظمة المذكورة في المادة الخامسة او اذا لم تكن اهلا لسد المتطلبات التي يملها هذا الاتفاق .

#### المادة السابعة :

يجوز لكل فريق متعاقد في اى وقت ان يطلب اجراء مشاورات بين السلطات ذات الصلاحية لدى الفريقين المتعاقدين لتفسير او تطبيق او تعديل هذا الاتفاق .  
تبدأ هذه المشاورات خلال ٦٠ (ستين) يوما ابتداءً من يوم استلام الطلب .  
تصبح التعديلات التي اتفق على ادخالها على هذا الاتفاق نافذة بعد تبييتها بتبادل المذكرات بالطرق الدبلوماسية .

#### المادة الثامنة :

ان ملحق هذا الاتفاق جزئاً لا يتجزأ منه .  
انما بالامكان اجراء تعديلات على الملحق باتفاق مباشر ما بين سلطات الطيران لدى الفريقين المتعاقدين وتصبح نافذة بعد تبييتها بتبادل مذكرات دبلوماسية .

#### المادة التاسعة :

يجوز لكل فريق متعاقد في اى وقت ان يعلن للفريق المتعاقد الاخر برغبته في الانسحاب من هذا الاتفاق ، ويبلغ هذا الاعلان في نفس الوقت الى منظمة الطيران المدني الدولية . يصبح الانسحاب نافذاً بعد مضي عام من استلام الاعلان من قبل الفريق المتعاقد الاخر الا اذا جرى سحب هذا الاعلان باتفاق الفريقين المتعاقدين قبل انقضاء هذه المدة .

وفي حال عدم قيام الفريق المتعاقد الذي استلم اعلاناً كهذا بارسال اشعار باستلامه ، فان الاعلان المذكور يعتبر مستلماً بعد خمسة عشر يوماً من استلامه في مقر منظمة الطيران المدني الدولية .

#### المادة العاشرة :

١- اذا نشأ خلاف على تفسير او تطبيق هذا الاتفاق ولم يمكن فضه طبقاً لاحكام المادة السابعة بين سلطات الطيران او بين حكومتي الفريقين المتعاقدين فيعمر على هيئة تحكيمية بطلب من احد الفريقين المتعاقدين .

حتى ولو استعمل هذا التزويد فوق جزء من المسار يقع فوق اقليم الفريق المتعاقد الذي اخذ منه .

٣- ان التجهيزات العادية وكذلك المواد والتزويدات الموجودة على متن المركبات الهوائية المستمرة في نقل دولي من قبل احد الفريقين المتعاقدين لا يمكن تفرغها في اقليم الفريق المتعاقد الاخر الا بموافقة السلطات الجمركية لهذا الاقليم ، وفي هذه الحالة يمكن وضعها تحت رقابة السلطات المذكورة حتى اعادة تصديرها او اعطاء تصريح جمركي عنها .

#### المادة الرابعة :

ان شهادات الصلاحية والاهلية والاجازات الممنوحة او التي تعدق صلاحيتها من قبل احد الفريقين المتعاقدين والتي لم ينته مفعولها ، تعتبر صالحة لدى الفريق المتعاقد الاخر لغايات استثمار الطرق الجوية المحددة في الملحق المرفق .  
غير ان كلا الفريقين المتعاقدين يحتفظ بحق عدم الاعتراف للشحليق فوق اقليمه بشهادات الاهلية والاجازات المعطاة لرعاياه من قبل الفريق المتعاقد الاخر او من قبل دولة ثالثة .

#### المادة الخامسة :

٢- ان قوانين وانظمة كل فريق متعاقد المتعلقة بدخول وخروج المركبات الهوائية المستخدمة في الملاحة الدولية او المتعلقة باستثمار المركبات الهوائية المذكورة وملاحتها اثناء وجودها ضمن حدود اقليمه ، تطبق على المركبات الهوائية التابعة لمؤسسة او مؤسسات النقل العائدة للفريق المتعاقد الاخر .  
ب- على الركاب وانفراد الركب الطائر ومصدري البضائع ان يتقيدوا اما شخصيا او بواسطة شخص ثالث يعمل باسمهم ولحسابهم بالقوانين والانظمة المطبقة في اقليم كل من الفريقين المتعاقدين على دخول الركاب والركب الطائر والبضائع واقامتهم وخروجهم كالتي تطبق في الدخول وفي اجراءات التخليص وفي الهجرة والجمارك والغدا بير الناتجة عن الانظمة الصحيحة .

#### المادة السادسة :

يحتفظ كل من الفريقين المتعاقدين بحقه في رفض اعطاء ترخيص الاستثمار للمؤسسة معينة من قبل الفريق المتعاقد الاخر او في سحب هذا الترخيص اذا كان مقتنعا لاسباب قوية بأن ليس لديه دليل عن كون الجزء الاكبر من ملكية هذه المؤسسة وادارتها الفعلية في يد الفريق المتعاقد الاخر او يد اشخاص من رعاياه ، او اذا

## الباب الثاني - احكام عامة

### المادة الثانية :

- ١- ينح الفريقان المتعاقدان بعضهما البعض الحقوق المحددة في هذا الاتفاق بغية اقامة علاقات جوية مدنية دولية معددة في الملحق الرفق .
- ٢- ولتكن مؤسساتهما الجوية المعنية من استثمار خطوطها الجوية المنظمة الدولية غير المدرجة في الملحق فانها ينحان بعضهما :
  - أ - حق التحليق فوق اقليمها بدون هبوط فيه .
  - ب - حق الهبوط فيه لغير غرض تجارى .

### المادة الثالثة :

- ١- تعنى ، لدى دخولها اقليم احد الفريقين المتعاقدين ، المركبات الهوائية المستعملة في النقل الدولي من قبل مؤسسات النقل الجوي المعنية من قبل الفريق المتعاقد الاخر وكذلك التجهيزات العادية واحتياط المحركات وزيوت التشحيم والمؤن الموجودة على متن المركبات ( بما فيها المواد الغذائية - والمشروبات والدخان ) ، من جميع الرسوم الجمركية ونفقات التفتيش وغيرها من الرسوم المماثلة وذلك شريطة ان تبقى هذه الاجهزة والمؤن على متن المركبات لحين اعادة تصديرها .
- ٢- كذلك تعنى من نفس الرسم والضرائب باستثناء العائدات والرسم الخاصة بالخدمات المقدمة :
  - أ - المؤن التي تستهلك على متن المركبات الهوائية والمأخوذة من اقليم احد الفريقين المتعاقدين ضمن الحدود المعنية من قبل سلطات الفريق المتعاقد المذكور والمحملة في المركبات الهوائية المستخدمة في خط دولي ، من قبل مؤسسات النقل الجوي المعنية من قبل احد الفريقين المتعاقدين لاستثمار الخطوط المتفق عليها .
  - ب - قطع التبديل المستوردة الى اقليم احد الفريقين المتعاقدين لعيانة او تصليح المركبات الهوائية المستعملة في الملاحة الدولية من قبل مؤسسات النقل الجوي المعنية من قبل الفريق المتعاقد الاخر .
  - ج - المحروقات وزيوت التشحيم المعدة لتزويد المركبات الهوائية المستعملة في النقل الدولي من قبل مؤسسات النقل الجوي المعنية من قبل الفريق المتعاقد الاخر

## [ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

## اتفاق

بين الجمهورية الفرنسية

و

الجمهورية العربية السورية

حول النقل الجوي

ان حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية العربية السورية ، رغبة منهما في تشجيع نمو النقل الجوي بين الجمهورية الفرنسية والجمهورية العربية السورية المنسار اليهما من الان وساعدا بتعبير ( الفريقين المتعاندين ) وفي متابعة التعاون الدولي في هذا المجال الى اقصى حد ممكن ، وحرصا منهما على ان تطبقا على هذا النقل مبادئ واحكام اتفاقية الطيران المدني الدولية الموقعة في شيكاغو في ٧ كانون الاول عام ١٩٤٤ .

فقد اتفقتا على ما يلي :

الباب الاول - تعاريف

المادة الاولى : في تطبيق هذا الاتفاق وملحقه

- أ - يقصد بكلمة انليم ما هو معرف في المادة الثانية من اتفاقية الطيران المدني الدولية .
- ب - تعني عبارة ( السلطات الجوية ) فيما يتعلق بالجمهورية الفرنسية - سكرتارية الطيران المدني - وفيما يتعلق بالجمهورية العربية السورية - المديرية العامة للطيران المدني - او في كلتا الحالتين اى شخص اواية هيئة تتمتع بصلاحيه القيام بالوظائف التي تقسم بها حاليا الهيئتان المذكورتان .
- ج - تعني عبارة ( الخطوط المتفق عليها ) كل خط جوي منتظم يستثمر على الطرق الموصوفة في ملحق هذا الاتفاق .
- د - تعني عبارة ( المؤسسة المعنية ) كل مؤسسة نقل الجوي يعينها احسد الفريقين المتعاندين بمذكرة خطية للفريق المتعاند الاخر لاستثمار الخطوط المتفق عليها .

[TRANSLATION — TRADUCTION]

## AGREEMENT<sup>1</sup> CONCERNING AIR TRANSPORT BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE SYRIAN ARAB REPUBLIC

The Government of the French Republic and the Government of the Syrian Arab Republic, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to promote the development of air transport between the Syrian Arab Republic and the French Republic and to pursue international cooperation in this field as extensively as possible,

Concerned to apply to such transport the principles and provisions of the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944,<sup>2</sup>

Have agreed as follows:

### TITLE I. DEFINITIONS

#### *Article 1*

For the purposes of this Agreement and the annex thereto:

(a) The word “territory” is understood to have the same definition as in article 2 of the Convention on International Civil Aviation.

(b) The term “aeronautical authorities” means, in the case of the French Republic, the Secretariat-General for Civil Aviation, and in the case of the Syrian Arab Republic, the Directorate-General of Civil Aviation, or, in both cases, any person or body authorized by the Contracting Parties to perform the functions exercised at present by them.

(c) The term “agreed service” means any scheduled air service operated on the routes described in the annex to this Agreement.

(d) The term “designated airline” means any airline which one Contracting Party has designated by written notification to the other Contracting Party to operate the agreed services.

### TITLE II. GENERAL PROVISIONS

#### *Article 2*

1. In view of the establishment of the international civil air relations set forth in the annex hereto, the Contracting Parties grant one another the rights specified in this Agreement.

<sup>1</sup> Came into force provisionally on 7 April 1966, the date of signature, and definitively on 9 January 1967, the date of the last of the notifications (of 7 May 1966 and 9 January 1967) by which the Contracting Parties informed each other of the completion of their respective constitutional procedures, in accordance with article 21.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 15, p. 295. For the texts of the Protocols amending this Convention, see vol. 320, pp. 209 and 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, and vol. 1175, p. 297.

2. With a view to allowing their designated airlines to operate their scheduled international air services other than those set forth in the annex, they likewise grant one another:

- (a) The right to fly across their territory without landing;
- (b) The right to make stops in their territory for non-traffic purposes.

#### *Article 3*

1. Aircraft operated on international services by the designated airlines of either Contracting Party, as well as their regular equipment, supplies of fuels and lubricants and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board such aircraft shall, upon entry into the territory of the other Contracting Party, be exempt from all customs duties, inspection fees and other similar taxes, duties and charges, provided such equipment and supplies remain on board the aircraft until re-exported.

2. The following shall also be exempt from the same duties and charges, excluding fees and charges levied as consideration for services rendered:

(a) Aircraft stores obtained in the territory of either Contracting Party, within the limits fixed by the authorities of the said Contracting Party, and placed on board aircraft engaged in international service by the airlines designated by either Contracting Party for the operation of the agreed services;

(b) Spare parts imported into the territory of either Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft used in international navigation by the designated airlines of the other Contracting Party;

(c) Fuels and lubricants intended for aircraft employed in international traffic by the designated airlines of the other Contracting Party, even though such supplies be consumed during that part of the flight which takes place over the territory of the Contracting Party in which they were taken aboard.

3. Regular aircraft equipment, materials and stores retained on board aircraft employed in international traffic by either Contracting Party may not be unloaded in the territory of the other Contracting Party save with the consent of the customs authorities of that territory. When so unloaded, they may be placed under the supervision of the said authorities until they are re-exported or have been declared to customs.

#### *Article 4*

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by one Contracting Party and still valid shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the air services specified in the annex hereto.

Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize as valid for flight above its own territory certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party or by a third State.

#### *Article 5*

(a) The laws and regulations of each Contracting Party relating to the admission to and departure from its territory of aircraft engaged in international air navi-

gation or to the operation and navigation of such aircraft while within its territory shall apply to aircraft of the airline or airlines of the other Contracting Party.

(b) Passengers, crews and shippers of goods shall be required to comply, either personally or through a third party acting in their name and on their behalf, with the laws and regulations in force in the territory of each Contracting Party governing the entry, stay and departure of passengers, crews and cargo, such as those related to entry, clearance, immigration, customs and quarantine.

#### *Article 6*

Each Contracting Party reserves the right to refuse operating authorization to an airline designated by the other Contracting Party or to revoke such authorization if, for justifiable reasons, it is not satisfied that substantial ownership and effective control of such airline are vested in the Contracting Party or in nationals of that Contracting Party, or if such airline fails to comply with the laws and regulations referred to in article 5 or fails to meet the obligations imposed on it by this Agreement.

#### *Article 7*

Each Contracting Party may, at any time, request consultation between the competent authorities of the two Contracting Parties regarding the interpretation, application or amendment of this Agreement.

Such consultation shall begin at the latest within 60 (sixty) days from the date of receipt of the request.

Amendments which it is decided to make to this Agreement shall enter into force after they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

#### *Article 8*

The annex to this Agreement shall form an integral part thereof.

However, amendments to the annex may be made by direct agreement between the aeronautical authorities of the Contracting Parties and shall enter into force after they have been confirmed by an exchange of diplomatic notes.

#### *Article 9*

Each Contracting Party may, at any time, give notice to the other Contracting Party of its wish to terminate this Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization. The termination shall take effect one year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice is withdrawn by mutual agreement before the expiration of that period. If the Contracting Party which receives such notice fails to acknowledge receipt, the said notice shall be deemed to have been received 15 days after its receipt by the headquarters of the International Civil Aviation Organization.

#### *Article 10*

1. If a dispute relating to the interpretation or application of this Agreement cannot be settled in accordance with the provisions of article 7, whether between the

aeronautical authorities or between the Governments of the Contracting Parties, it shall, at the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal.

2. Such arbitral tribunal shall consist of three members. Each of the two Governments shall appoint an arbitrator; these two arbitrators shall agree upon the appointment of a national of a third State as Chairman.

If the two arbitrators have not been appointed within a period of two months after the date on which one of the two Governments proposed the arbitral settlement of the dispute, or if the arbitrators have not agreed upon the appointment of a Chairman within a further period of one month, each Contracting Party may request the President of the International Civil Aviation Organization to make the necessary appointments.

3. If the arbitral tribunal cannot arrive at an amicable settlement of the dispute, it shall take a decision by a majority vote. Unless the Contracting Parties agree otherwise, it shall establish its own rules of procedure and determine its place of meeting.

4. The Contracting Parties undertake to comply with any provisional measures ordered in the course of the proceedings and with the arbitral award, which shall in all cases be considered final.

5. If and so long as either Contracting Party fails to comply with the arbitral awards, the other Contracting Party may limit, suspend or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the Contracting Party in default.

6. Each Contracting Party shall pay the remuneration for the services of its own arbitrator and half the remuneration of the Chairman appointed.

#### *Article 11*

Each Contracting Party undertakes to ensure that the other Contracting Party has the free transfer at the official rate of exchange of the excess of receipts over expenditures earned in its territory for the carriage of passengers, cargo and mail effected by the designated airlines of the other Contracting Party.

On the assumption that the service of payments between the Contracting Parties is regulated by special agreement, the latter shall be applied.

#### *Article 12*

Charges and other fees related to the use of airports, their facilities and technical equipment on the territory of each Contracting Party shall not exceed the amount of those that would be paid by national airlines in respect of their international services.

### TITLE III. AGREED SERVICES

#### *Article 13*

The Government of the French Republic accords the Government of the Syrian Arab Republic, and, reciprocally, the Government of the Syrian Arab Republic accords the Government of the French Republic, the right with regard to one or



several designated airlines to operate the air services specified in the route schedules contained in the annex to this Agreement.

#### *Article 14*

(a) The agreed services may be operated immediately or on a subsequent date as preferred by the Contracting Party to whom the rights are granted, provided that:

- (1) The Contracting Party to which the rights are granted has designated one or several airlines to operate the specified route or routes;
- (2) The Contracting Party which grants the rights has, in the circumstances provided for in paragraph (b) hereunder, given the required operating authorization, which should be granted, within the shortest period possible, subject to the provisions of article 6 of this Agreement.

(b) The designated airlines may be called upon to furnish the aeronautical authorities of the Contracting Party granting the rights with proof that they are in a position to satisfy the requirements prescribed by the laws and regulations normally applied by such authorities to the operation of commercial airlines.

#### *Article 15*

The airline or airlines designated by the Government of the French Republic in accordance with this Agreement shall enjoy the right to carry passengers, cargo and mail in international traffic between Syrian territory and stops, in French territory and in third countries, on the routes set forth in the annex hereto.

The airline or airlines designated by the Government of the Syrian Arab Republic in accordance with this Agreement shall enjoy the right to carry passengers, cargo and mail in international traffic between metropolitan French territory and stops, in Syrian territory and in third countries, on the routes contained in the annex hereto.

#### *Article 16*

On each of the routes contained in the annex to this Agreement, the agreed services shall have as their primary objective the provision, at a reasonable load factor, of capacity suited to the normal and reasonably anticipated requirements of international air traffic originating from or destined for the territory of the Contracting Party which has designated the airline operating the said services.

The airline or airlines designated by one Contracting Party may, within the limits of total capacity provided for under the first paragraph of this article, meet the requirements of traffic between the territories of States situated on the agreed routes and the territory of the other Contracting Party, taking into account local and regional services.

Additional capacity over and above that referred to in the first paragraph of this article may, if necessary, be provided each time that it is warranted by the traffic requirements of the countries served by the route.

#### *Article 17*

1. For the purposes of this Agreement, the term "tariff" shall mean the prices to be paid for the carriage of passengers or cargo (including any charge for the carriage of mail), as well as the conditions for their application and, where the prices

to be paid for the carriage of passengers and cargo are fixed by the procedure of the International Air Transport Association, this term includes the relevant resolutions implemented on occasion by the said Association.

2. Tariffs should be fixed at reasonable levels, regard being paid to all relevant factors, particularly economic operation, reasonable profit, the characteristics of each service (including standards of speed and comfort), and the tariffs charged by other airlines on the specified routes or on sections thereof.

3. The tariffs to be charged by any of the airlines designated in accordance with this Agreement with regard to traffic between the territories of the two Contracting Parties or between the territory of a third country and that of either Contracting Party shall be determined as follows, subject to the agreement of the two Contracting Parties:

(a) In accordance with the recommendations of the International Air Transport Association (IATA) or any other organization which succeeds it and of which the airlines of the two Contracting Parties are members;

(b) By direct agreement between the approved airlines of the two Contracting Parties if such airlines are not members of IATA or a similar organization, or in the absence of a recommendation from that organization as provided for under paragraph (a) above. It is nevertheless understood that if either Contracting Party fails to designate an airline to operate any one of the specified routes, and if the tariffs for that route have not been fixed in accordance with paragraph (a) above, the airline or airlines designated by the other Contracting Party to operate the route may then fix their tariffs themselves.

4. The tariffs so fixed shall be submitted for approval to the aeronautical authorities of the two Contracting Parties and shall enter into force 45 days after they have been notified to the said authorities, unless, in the meantime, the aeronautical authorities of either Contracting Party have given notice of their disapproval.

5. If the designated airlines cannot agree (as specified in paragraph (b) of this article on the fixing of tariffs), the Contracting Parties themselves shall endeavour to reach a satisfactory settlement and put it into effect. As a final resort, recourse shall be had to the arbitration provided for under article 10 of this Agreement.

6. The Contracting Party which communicates its disapproval shall have the right to require the other Contracting Party to maintain the tariffs previously in force while waiting for the arbitral award to be made or for provisional measures to be prescribed in accordance with the provisions of article 10 of this Agreement.

#### *Article 18*

(A) Non-scheduled flights originating from or destined for the territories of the Contracting Parties may be made by an airline of a Contracting Party after special authorization from the aeronautical authorities of the other Contracting Party.

(B) Requests for authorizations by such airline should be made directly to the aeronautical authorities concerned with a minimum advance notice of 15 days prior to the flight of the aircraft, not including Saturdays, Sundays and public holidays, with the exception of dispensations which may be requested in exceptional cases.

(C) The undertaking of such non-scheduled flights shall, in any event, be subject to compliance with the international standards applicable to charter flights. The

approval of the aeronautical authorities shall also be required in respect of the tariffs charged.

(D) Requests to make overflights or technical stops with regard to non-scheduled flights shall be favourably considered by each Contracting Party.

*Article 19*

The airlines designated by each Contracting Party should communicate to the aeronautical authorities of the other Contracting Party, at least 15 days prior to the commencement of services on the routes specified in accordance with article 13 of this Agreement, the types of aircraft to be used and the flight schedule.

*Article 20*

This Agreement and its annex shall be sent for registration purposes to the International Civil Aviation Organization.

FINAL PROVISION

*Article 21*

This Agreement shall be provisionally applied on the date of its signature, and shall enter definitively into force as soon as the Contracting Parties notify one another of the completion of their respective constitutional procedures.

DONE at Damascus on 7 April 1966, in the French and Arabic languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

LOUIS DOLLOT  
Foreign Affairs Adviser  
Chairman of the French delegation

For the Government  
of the Syrian Arab Republic:

NAHED EL KHANI  
Director-General of Civil Aviation  
Chairman of the Syrian delegation

## ANNEX

## A. FRENCH ROUTES

*Route No. 1*

From France

Via: one point in Federal Germany—one point in Austria—one point in Italy—one point in Greece—one point in Yugoslavia—one point in Turkey and one point in Lebanon

Towards one point in Syria

And beyond towards one point in Jordan—one point in Iraq\*—one point in Kuwait\* and one point in Iran

In both directions.

\* The airline or airlines designated by the Government of the French Republic shall, between Syria on the one hand and Iraq and Kuwait on the other, in both directions, enjoy only “stop over” rights. The duration of the “stop over” shall not exceed 21 days.

*Route No. 2*

From France

Via: one point in Federal Germany—one point in Austria—one point in Italy—one point in Greece—and one point in Turkey

Towards one point in Syria

And beyond towards one point in Iran—one point in Pakistan—one point in India— one point in Ceylon—one point in Burma—one point in Cambodia—one point in Laos—one point in Viet Nam—one point in Hong Kong—one point in the People’s Republic of China—one point in the Philippines—one point in Japan and beyond, in both directions.

## B. SYRIAN ROUTES

*Route No. 1*

From Syria

Via: one point in Cyprus—one point in Turkey—one point in Greece\*—one point in Italy—one point in Austria—one point in Federal Germany\*\* and one point in Switzerland

Towards one point in France

And beyond towards one point in the United Kingdom, Copenhagen and/or Stockholm

In both directions.

\* The airline or airlines designated by the Government of the Syrian Arab Republic shall, between Greece and France, in both directions, enjoy only “stop over” rights. The duration of the “stop over” shall not exceed 21 days.

\*\* The Government of the French Republic shall use its good offices with the Government of the Federal Republic of Germany with a view to permitting the airline designated by the Government of the Syrian Arab Republic to exercise rights between the territories of Federal Germany and France, the French Government granting the said rights in so far as it is concerned.

*Route No. 2*

From Syria

Via: one point in Turkey—one point in Greece—one point in Yugoslavia—one point in Bulgaria—one point in Hungary—one point in Austria—and one point in Czechoslovakia

Towards one point in France

And beyond towards one point in the United Kingdom, Copenhagen and/or Stockholm  
In both directions.

[Note: One or more of the intermediary points and points beyond on the above routes may not be served, according to the wishes of the designated airlines which operate thereon.]<sup>1</sup>

---

---

<sup>1</sup> The paragraph between brackets does not appear in the authentic Arabic text (*Information provided by the Government of France*).

